



**PRÉFÈTE
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL PACA
Unité Interdépartementale des Alpes du sud
ZI St Joseph, 84 rue des Artisans
04100 Manosque

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Digne-les-Bains, le 8 avril 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021-098-013

Portant prescription de diagnostic de pollution à la société Dany Auto
commune de Malijai

LA PRÉFÈTE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU le code de l'environnement et notamment son article L 512-20 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté préfectoral n°75-3014 du 06 octobre 1975 portant autorisation d'exploiter ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-165-008 du 14 juin 2019 portant mise en demeure pour défaut d'agrément pour l'activité de dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-267-001 du 23 septembre 2020 portant mesures d'urgence post-incendie ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, du 22 octobre 2020 ci-joint ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant prescription de diagnostic de pollution porté à la connaissance de l'exploitant le 30 octobre 2020 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'un stockage d'un nombre important de véhicules non dépollués a été effectué sur l'ensemble du site sans rétention étanche ;

CONSIDÉRANT que des opérations de démontage de moteurs sans dépollution préalable des véhicules ont été réalisées sur l'installation ;

CONSIDÉRANT que des traces de pollutions ont été constatées par l'inspection sur l'ensemble du site ;

CONSIDÉRANT que l'activité de collecte de ferrailles, exercée sur l'installation depuis les années 1970, a potentiellement généré des pollutions ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
16, rue Antoine Zattara – CS 70248
13332 MARSEILLE CEDEX 3
www.paca.developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 :

La société Dany Auto, dit l'exploitant, dont le siège social est situé à Malijai doit se conformer aux prescriptions du présent arrêté, en complément des prescriptions des autres arrêtés préfectoraux encore applicables, concernant l'ensemble de son site sis ZA Garce Sud à Malijai sur les parcelles AB 235 et 237.

Article 2 : Diagnostic de la pollution sur site

L'exploitant fait réaliser un diagnostic des sols et des eaux souterraines au droit du site visé à l'article 1 du présent arrêté. Ce diagnostic comportera des prélèvements, mesures et analyses du type de ceux prévus par les prestations A200 (sols), A210 (eaux souterraines), A220 (eaux superficielles et sédiments) et A230 (gaz du sol) de la norme NF X 31-620 « Prestations de services relatives aux sites et sols pollués ». Les paramètres à prendre en compte sont au minimum ceux mentionnés à l'article 7 du présent arrêté.

Les résultats du diagnostic sont transmis à la Préfète dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Diagnostic de la pollution des eaux souterraines hors site

Dans le cas où les diagnostics requis par l'article 2 mettent en exergue une pollution des eaux souterraines, l'exploitant met en place un réseau piézométrique, fondé sur une étude hydrogéologique, pour délimiter l'extension du panache de pollution dans les eaux souterraines à l'extérieur de l'emprise du site visé à l'article 1, en particulier par les paramètres mentionnés à l'article 7.

La réalisation des piézomètres est réalisée dans un délai de 2 mois à compter de la découverte de la pollution des eaux souterraines et les résultats sont remis à la Préfète dans un délai de un mois après réalisation des piézomètres.

Article 4 : Recherche de l'origine de la pollution

L'exploitant détermine par tous les moyens utiles l'origine de la pollution.

Il informe sans délai la Préfète et l'Inspection de l'environnement du résultat de ses investigations et le cas échéant des mesures prises ou envisagées afin notamment de ne plus alimenter la source de pollution et de supprimer les vecteurs de transfert de la pollution vers l'extérieur du site visé à l'article 1.

Article 5 : Évaluation des impacts sanitaires hors site

En cas de découverte de pollution hors site, l'exploitant réalise :

- L'identification des voies d'exposition à la pollution (milieux de transfert et leurs caractéristiques) et des enjeux à protéger au regard des activités exercées et de la situation environnementale du site qui pourra être présentée sous forme d'un schéma conceptuel tel que prévu par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués cités dans la note ministérielle du 19 avril 2017 ;
- Une étude (du type interprétation de l'état des milieux telle que prévue par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués cités dans la note ministérielle du 19 avril 2017 et par la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation) comprenant notamment une évaluation des risques sanitaires permettant de statuer sur la conservation des usages des milieux impactés ou sur la nécessité d'établir des restrictions.

Ces études sont réalisées et transmises à la Préfète et à l'Inspection de l'environnement dans un délai de trois mois à compter de la remise du diagnostic requis par l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Mesures de gestion

Sur la base des conclusions des études réalisées conformément aux articles précédents et en cas notamment de mise en évidence de risques sanitaires potentiels, l'exploitant propose un plan d'action (du type plan de gestion tel que prévu par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués cités dans la note ministérielle du 19 avril 2017), associé à un échéancier de réalisation des opérations nécessaires à la maîtrise des impacts sanitaires sur les populations et à la protection de l'environnement. L'échéancier cité précédemment indique, pour chaque étape, les coûts de réalisation des opérations associées.

Ces propositions et les échéanciers associés sont transmis à la Préfète et à l'Inspection de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la remise du diagnostic requis par l'article 2 du présent arrêté.

Si la situation sanitaire ou environnementale le nécessite ou sur demande de l'Inspection de l'environnement, l'exploitant met en œuvre des actions immédiates afin de supprimer la source de pollution et de limiter l'extension de la pollution dans les eaux souterraines (barrières hydrauliques par exemple).

Article 7 : Paramètres à analyser

Les paramètres retenus devront être représentatifs du site visé à l'article 1 du présent arrêté et au minimum comprendre les paramètres suivants :

Milieu	Sol	Eaux	Gaz du sol
Paramètres	Composés Aromatiques Volatils (benzène, toluène, éthylbenzène, orthoxylène, para- et métaxylène)	pH	Composés Aromatiques Volatils (benzène, toluène, éthylbenzène, orthoxylène, para- et métaxylène)
	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP 16)	Conductivité	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP 16)
	Composés organiques halogénés volatils	Température	Composés organiques halogénés volatils
	Hydrocarbures totaux	Couleur	Hydrocarbures totaux
	Éléments traces métalliques, notamment arsenic, plomb, mercure, cadmium, chrome, cuivre, nickel, zinc	Odeur	Mercure
	Cyanures	Niveau piézométrique	
		Présence d'une phase immiscible flottante ou plongeante	
	Phénols		
Polychlorobiphényles en précisant la quantité de PCB de type dioxines (dioxin-like) (en ITEQ)	Composés organiques halogénés volatils dont CCl4, Tetrachloroéthylène et tout produit de dégradation (CHCl3, CH2Cl2, CH3Cl..., Trichloroéthylène,		

Milieu	Sol	Eaux	Gaz du sol
		chlorure de vinyle)	
	PCDD, PCDF (dioxines et furanes) en ITEQ	Hydrocarbures dissous	
	Glycol et ses composés	Ethyl-Glycol	

Les prestataires de l'exploitant en charge des analyses (bureau d'étude, laboratoire accrédité ou tout autre conseil) pourront étendre la liste des paramètres analysés à tout autre paramètre pertinent pour évaluer les impacts éventuels des activités (passées ou présentes) exercées sur le site.

Les prélèvements et analyses seront réalisés selon des méthodes normalisées, lorsqu'elles existent, et qui seront précisées dans les rapports remis.

Article 8 : Préservation de l'état des sols

Tout travaux de modification de l'état des sols est interdit sans l'accord préalable de la Préfète.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication ou de son affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet www.telerecours.fr

Article 10 : Publicité

Le présent arrêté doit être publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Application-Notification

Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la Maire de Malijai, la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement PACA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général



Paul-François SCHIRA